

# Le pétrole bon marché fête son troisième anniversaire

[Orient XXI](#) > [Magazine](#) > [Décryptage](#) > [Jean-Pierre Séréni](#) > 6 avril 2017

Moins de six mois après leur accord de novembre 2016 qui avait fait remonter les cours du brut jusqu'à 58 dollars le baril, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) constatent que l'offre est toujours trop élevée par rapport à la demande. En une semaine, début mars 2017, cette amère réalité s'est imposée avec force : les prix ont baissé de 8 % et les deux grands indices, le West Texas Intermediate (WTI) et le Brent sont repassés en-dessous de 50 dollars le baril, avant de remonter légèrement début avril. Nouveau rendez-vous en mai...

Le Koweït, premier à réagir publiquement, a proposé de prolonger de six mois l'accord semestriel de novembre 2016 qui prévoyait à compter du 1er janvier 2017 une baisse de 1,8 million de barils/jour, répartie entre l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) et l'ensemble Russie-Kazakhstan-Turkménistan. Il a été suivi par le nouveau ministre saoudien de l'énergie, Khaled Al-Faleh, qui a rappelé que l'Arabie saoudite ne comptait pas limiter sa production pour compenser celle des autres producteurs. Un avertissement sans frais à Vladimir Poutine qui n'en finit pas d'appliquer le programme de réduction auquel il s'est engagé l'an dernier : il en serait à 37 % de son objectif. Les autres gouvernements impliqués se taisent en attendant que les grands du secteur s'accordent.

Trois menaces pèsent sur le maintien de l'accord et, *a fortiori*, sur une nouvelle baisse de la production de 0,8 million de barils/jour au 1er juillet 2017 dont l'OPEP doit discuter en mai prochain à Vienne : l'indiscipline de l'OPEP, l'ambiguïté russe et l'agressivité américaine.

## L'OPEP en ordre dispersé

Traditionnellement, les membres de l'OPEP ne suivent que de loin les accords pris en leur nom par leur organisation. Ce n'est pas un cartel de producteurs privés comme l'était le cartel des Sept Sœurs<sup>1</sup> avant le choc pétrolier de 1973, mais une institution intergouvernementale où la politique n'est jamais loin.

Le Nigeria, malgré les insurgés du delta du Niger, et la Libye, malgré la bataille des terminaux entre les troupes du général Khalifa Haftar et une milice à la solde de Tripoli, ont augmenté sensiblement leur production. Pendant ce temps, l'Iran et l'Irak la maintenaient à un haut niveau et élargissaient leurs débouchés, notamment en Europe occidentale, en consentant un rabais de 3 % sur les prix du brut. Le tout s'est fait au détriment de l'Arabie saoudite qui a perdu des marchés à l'est comme à l'ouest de Suez (- 800 000 barils/jour depuis octobre 2016). En juin 2014, le prédécesseur d'Al-Faleh avait refusé toute baisse de la production, car il entendait défendre les parts de marché du premier exportateur de brut au monde et « couler » par la baisse des cours qui s'ensuivrait à la fois sa rivale régionale, l'Iran, et les producteurs américains de pétrole non conventionnel (Shale Oil & Gas).

Depuis, Riyad a révisé ses plans et adopté [une nouvelle stratégie, baptisée « Vision 2030 »](#), pour

mettre les 20 millions de nationaux saoudiens au travail et préparer l'après-pétrole. Elle implique d'énormes investissements, la privatisation au moins partielle de la Saudi Arabian Oil Company (Aramco) et le départ, bon gré mal gré, [de 5 millions de travailleurs étrangers](#). Pour y parvenir, il faut beaucoup d'argent et le royaume n'a plus les moyens d'attendre l'arme au pied la chute de ses concurrents. Réduire la production coûte moins cher au Trésor royal que l'effondrement des cours qu'il a connu en 2014-2016. Et recommencer à produire comme en juin 2014 mettrait Riyad en difficulté avec le président Donald Trump que le vice-prince héritier Mohamed Ben Salman a rencontré récemment.

Les autres membres de l'OPEP, les « *Fragile Five* » (Algérie, Irak, Libye, Nigeria et Venezuela) selon le Fonds monétaire international (FMI) manquent de fonds pour investir et stagnent depuis des années à de plus modestes niveaux alors que la consommation intérieure, en plein boom, y réduit les surplus exportables. Aux réunions de l'OPEP à Vienne, ils votent en général pour réduire la production... des autres.

### Ambiguïté russe et agressivité américaine

Moscou joue un jeu plus trouble. La baisse annoncée part d'un niveau très élevé ; à elle seule la Russie exporte plus que l'ancienne Union soviétique et ne cache pas son ambition [de remplacer l'Arabie saoudite](#) comme principal exportateur mondial de brut. À peu près sortie de la récession où l'avait plongé la crise de 2014 et l'embargo infligé par les Occidentaux, le Kremlin s'est donné les moyens de patienter, à la différence des Saoudiens : le budget russe est bâti sur l'hypothèse d'un baril à 40 dollars d'ici 2019, et tout dollar supplémentaire est affecté à un fonds de réserve en prévision des mauvais jours.

Côté américain, les producteurs de pétrole de schiste ont mieux que résisté. C'est d'ailleurs la montée spectaculaire des stocks de brut aux États-Unis début mars (+ 8,21 millions de barils de plus sur des stocks qui atteignent 528,39 millions de barils) en lieu et place de la baisse attendue qui a provoqué la baisse des cours. Grâce à des efforts de productivité spectaculaires, notamment au Texas et en Oklahoma, les pétroliers ont su passer le mauvais cap 2014-2016 et maintenir leur production, contrairement aux attentes saoudiennes. Les banques les y ont aidés en allongeant leurs prêts avec, sans doute, le concours discret de la Fed, la banque centrale, et du Trésor. Le nouveau président Donald Trump est favorable à l'expansion du secteur aux États-Unis mêmes et entend supprimer les obstacles mis en place par Barack Obama au nom de [la protection de l'environnement](#). Assurés de gagner de l'argent même en dessous de 50 dollars le baril, Exxon, présidé jusqu'en décembre 2016 par le nouveau secrétaire d'État Rex Tillerson, Shell et Chevron vont investir 10 milliards de dollars dans le pétrole de schiste *shale-oil* qui était jusqu'à présent surtout le domaine des petits et moyens investisseurs.

De façon plus générale, les *majors* ont certes réduit leurs investissements dans le monde à cause de la crise, mais là encore, les efforts de productivité ont payé — les délais de développement des nouveaux gisements réduits à 2 ans au lieu de 3 à 4 ans et les coûts sabrés. Total annonce qu'en deux ans le coût moyen de production du baril est passé de 9 à 5 dollars (− 44 %). Enfin, de nouvelles découvertes importantes ont été faites en Alaska comme en Méditerranée orientale.

### Un contre-choc pétrolier théorique

Autant de réalités qui rendent un peu théorique le contre-choc pétrolier annoncé pour plus tard par

l'Agence internationale de l'énergie (AIE), une contre-OPEP des pays consommateurs créée en 1973 par Henry Kissinger, pour le début de la prochaine décennie après un long tunnel de prix oscillant entre 50 et 60 dollars le baril. D'autant que la demande mondiale de brut augmente plus lentement qu'avant. L'économie mondiale patine et Christine Lagarde, directrice générale du FMI, espérait à la veille de la réunion du G20 à Baden-Baden la voir sortir bientôt de l'état de convalescence où elle se traîne depuis 2008. Les résultats médiocres de la conférence ne l'ont pas encouragée à le répéter ensuite. La Chine, plus gros importateur mondial de brut, a sensiblement réduit le rythme de sa croissance économique. Le transport, qui reste — avec le chauffage — l'un des derniers débouchés du brut connaît un début de développement de la voiture électrique ou hybride (il y en a déjà 100 000 en France) qui, malgré le scepticisme des pétroliers, freinera la demande. Les efforts d'isolation des maisons dans l'hémisphère nord vont dans le même sens, au détriment du fuel.

Dans cet environnement plutôt décourageant pour les membres de l'OPEP, le seul point d'appui vient de la spéculation. Depuis le 8 mars, les *traders* jouent sur la différence des prix du jour avec les prix à terme ; l'écart (65 cents US) sur un mois est supérieur au coût du stockage d'un baril (41 cents US) et les achats spéculatifs se multiplient.

### Difficile ajustement pour les « Fragile Five »

Entre le « plafonnement » imposé par les producteurs américains désormais aptes à développer leurs activités — même à des niveaux de cours déprimés — l'indiscipline au sein de l'OPEP et les ambitions russes, les cours devraient se tenir, sauf accident, dans un couloir de 50 à 60 dollars pour une période de plusieurs années, à la satisfaction ouverte ou cachée des grands acteurs du secteur. Cela ne fait pas l'affaire des responsables des pays producteurs les plus en difficulté comme le Nigeria, la Libye, l'Angola ou [l'Algérie](#) et, bien sûr, le plus malade d'entre eux, le Venezuela, en pleine déroute financière.

*« Pour les pays [les plus durement touchés par la baisse des prix des produits de base](#), l'affermissement récent du marché offre un certain répit, mais il est urgent de procéder à un ajustement de manière à rétablir la stabilité macroéconomique. Il s'agit de laisser le taux de change s'ajuster dans les pays qui n'ont pas de parité fixe, de durcir la politique monétaire selon les besoins pour faire face à une accélération de l'inflation et de veiller à ce que l'assainissement nécessaire des finances publiques nuise le moins possible à la croissance »,* notait le FMI dans ses [Perspectives de l'économie mondiale du 17 janvier 2017](#). Depuis, « l'affermissement du marché » pétrolier a vécu et l'ajustement à venir s'annonce encore un peu plus rude et pas seulement pour les *Fragile Five*.

### [Jean-Pierre Séréni](#)

[1](#)NDLR. Accord secret des principales compagnies pétrolières constitué à partir de 1928 dans le but de se partager les zones d'exploitation du pétrole, son transport et sa distribution par des ententes sur les prix.